

ATI 79

8 rue Alsace Lorraine

79000 NIORT

- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS -
Exercice clos le 31 décembre 2023

« ATI 79 »

A l'Attention du Président M. CLUZEAU

8, rue Alsace Lorraine

79000 NIORT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association « ATI 79 »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « ATI 79 » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- L'association perçoit des subventions de ses différents partenaires. Nous nous sommes assurés de la correcte évaluation de ces subventions et nous avons vérifié leur utilisation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort, le 07/05/2024

POUR « CEGEF RECHARD ET ASSOCIES »



M. HUGONNET
Mandataire social

Commissaire aux Comptes inscrit

ANNEXE « DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF SIMPLIFIÉ

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	60 423,72	60 423,72		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	234,00		234,00	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 472,98	3 149,24	2 323,74	1 982,67
Autres immobilisations corporelles	438 581,60	288 280,02	150 301,58	136 384,41
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	101 993,00		101 993,00	101 993,00
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 670,51		4 670,51	4 663,06
TOTAL I	611 375,81	351 852,98	259 522,83	245 023,14
Actif circulant		0,00	0,00	0,00
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	98 000,84		98 000,84	128 814,65
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 533 824,17		1 533 824,17	1 320 026,18
Charges constatées d'avance	9 755,83		9 755,83	12 834,86
TOTAL II	1 641 580,84		1 641 580,84	1 461 675,69
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 252 956,65	351 852,98	1 901 103,67	1 706 698,83

BILAN PASSIF SIMPLIFIÉ

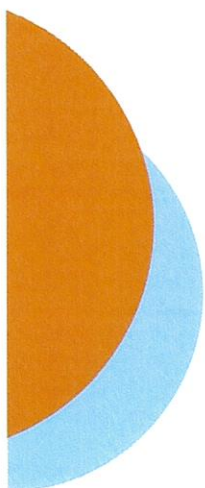
PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	112 478,28	112 478,28
Réserves pour projet de l'entité	0,00	0,00
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Autres réserves	712 727,80	588 830,44
Report à nouveau	82 654,62	173 889,74
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	0,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	89 936,73	0,00
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-7 282,11	0,00
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	0,00	0,00
Résultat en attente d'affectation	1 210,56	0,00
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	1 210,56	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	92 777,86	33 872,80
Situation nette (sous total)	1 001 849,12	909 071,26
Fonds propres consommables	0,00	0,00
Subventions d'investissement	21 104,14	21 104,14
Provisions réglementées	135 260,77	126 729,66
Droits des propriétaires - (Commodat)	0,00	0,00
TOTAL I	1 158 214,03	1 056 905,06
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	0,00	0,00
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	71 464,62	71 485,36
Provisions pour charges	4 000,00	4 000,00
TOTAL III	75 464,62	75 485,36
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		60,00
Emprunts et dettes financières diverses	94,54	813,62
Avances et acomptes reçus sur commande	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 830,88	63 541,01
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	474 165,98	509 852,69
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	333,62	41,09
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	667 425,02	574 308,41
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 901 103,67	1 706 698,83

COMPTE DE RESULTATS SIMPLIFIE

Visé par CEGEF
RÉCHARD et ASSOCIÉS
Commissaires aux Comptes

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 220,00	1 430,00
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	730,00	854,00
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 817 959,72	3 501 880,50
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	3 817 959,72	3 500 380,50
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	46 345,82	31 454,70
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	62 261,52	72 045,34
TOTAL I	3 928 517,06	3 607 664,54
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	871 485,09	712 428,60
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	249 526,50	261 345,36
Salaires et traitements	2 023 147,70	1 947 537,51
Charges sociales	658 302,73	618 032,59
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	41 981,58	41 737,99
Report en fonds dédiés		
Autres Charges	5 038,44	9 580,68
TOTAL II	3 849 482,04	3 590 662,73
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	79 035,02	17 001,81
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	3 017,06	1 714,93
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 465,05	1 954,76
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	10 482,11	3 669,69
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		1,13
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0,00	1,13
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	10 482,11	3 668,56
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	89 517,13	20 670,37

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		828,47
Sur opérations en capital	46 217,64	24 766,47
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	46 217,64	25 594,94
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	31 617,00	3 279,09
Sur opérations en capital	857,80	3 443,53
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	8 531,11	5 051,89
TOTAL VI	41 005,91	11 774,51
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 211,73	13 820,43
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 951,00	618,00
Total des produits (I+III+V)	3 985 216,81	3 636 929,17
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 892 438,95	3 603 056,37
EXCEDENT OU DEFICIT	92 777,86	33 872,80
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	1 215,26	752,76
Bénévolat		
TOTAL	1 215,26	752,76
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL	0,00	0,00



ANNEXE

2023

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivantes les prescriptions du :

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui réforme le règlement CRC 99-01
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général

L'annexe comprend ainsi les dispositions communes prévues par le plan comptable général et les dispositions spécifiques aux entités du secteur non-lucratif (article 431-1 du règlement ANC n°2018-06).

La durée de l'exercice social est de 12 mois.

« L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année civile et se termine le 31 décembre de la même année. » (Article 19 des statuts).

Le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif s'applique à tout organisme à but non lucratif qui est tenu d'établir des comptes annuels (art.111-1), donc il s'applique de plein droit à l'ATI 79.

Le plan comptable général indique que les entités tenues d'établir des comptes annuels doivent présenter une annexe. En effet, les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe ; ils sont établis à la clôture de l'exercice et forment un tout indissociable (art.112-1 du règlement ANC n°2014-03). L'ATI 79 doit donc élaborer une annexe en sus du bilan et du compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et le compte de résultat (art.112-4 du règlement ANC n°2014-03).

Les comptes annuels, une fois arrêtés par le conseil d'administration et approuvés par l'assemblée générale, permettent une publication externe d'informations à caractère comptable.

Les comptes annuels, et en particulier l'annexe, doivent être préparés dans un souci de transparence vis-à-vis des parties prenantes, notamment les financeurs, afin de garantir la confiance dans la gestion de l'ATI 79.

1.	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	1
2.	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	2
3.	NOTES SUR LE BILAN ACTIF.....	3
	3.1 Actif immobilisé.....	3
	3.1.1. Immobilisations brutes	3
	3.1.2. Amortissements d'actif.....	3
	3.1.3. Détail des immobilisations et amortissements en fin de période.....	3
	3.2. Etat des créances	4
4.	NOTES SUR LE BILAN PASSIF	5
	4.1. Eléments en instance d'affectation.....	5
	4.2. Fonds associatifs	5
	4.2.1. Subvention d'investissement	5
	4.2.2. Provisions réglementées	5
	4.2.3. Provisions pour risques et charges.....	6
	4.3. Etat des dettes.....	6
5.	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	7
	5.1. Charges.....	7
	5.2. Produits.....	8
6.	DETAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE	8
	6.1. Charges constatées d'avance	8
	6.2. Produits à recevoir.....	9
	6.3. Charges à payer	9
7.	AUTRES INFORMATIONS	10
	7.1. Contributions volontaires en nature	10
	7.2. Convention	10

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'année 2023 a été riche d'actualités et a profondément impacté le fonctionnement du service MJPM de l'ATI 79.

A l'instar de tous les secteurs professionnels détenteurs de données sensibles, l'ATI 79 a consulté ses partenaires et a engagé des séances de réflexions portant sur la poursuite de l'activité en cas de Cyber attaque. Parallèlement, l'ATI 79 a migré son système d'information et l'ensemble de la sécurisation des données de l'activité est hébergée chez un prestataire extérieur.

Au niveau du secteur d'activité, comme de nombreux services de protections judiciaires, l'ATI 79 participe à des instances de réflexions et de partage des pratiques professionnelles sur les conséquences du décret à paraître quant aux modalités d'application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice¹.

Sur le plan institutionnel, l'autorisation d'exercer de l'ATI 79 doit faire l'objet d'une évaluation avant le 31 décembre 2024 (arrêté préfectoral du 29 septembre 2022). En conséquence, l'ensemble des professionnels et plusieurs membres du bureau du conseil d'administration s'approprient le nouveau référentiel d'évaluation HAS pour mieux vivre l'épreuve de l'évaluation externe programmée au dernier trimestre 2024.

Quant au projet d'acquisition immobilière, il s'est vu rejeté en début d'année 2024 mais il reste un des objectifs des exercices futurs.

Activité

La dotation globale de financement 2023 a été fixée par l'arrêté préfectoral régional du 14 Décembre 2023 pour un montant de **3 177 024.65€**.

Le nombre de mesures confiées continue d'augmenter ; il s'élevait à 1 847 mesures au 31/12/2023.

RH

L'année 2023 a été marquée par l'octroi d'un poste d'assistante et d'un demi-poste d'agent administratif supplémentaires en mesures nouvelles pérennes.

Le manque d'attrait pour la profession de mandataire contribue à un turn-over et à la vacance de postes.

Le télétravail a été expérimentalement porté à 1,5 jours par semaine pour répondre à plusieurs besoins dont les principaux restent la contrainte physique de l'espace de travail et le temps de déplacements domicile-lieu de travail.

Une prime de partage de la valeur de 100 à 700 euros, a été attribuée à l'ensemble des salariés dont le contrat de travail était en vigueur au 31 décembre 2023, en décembre 2023.

Conseil d'administration

La nouvelle trésorière adjointe a été élue le 23 mai 2023.

Les principaux travaux menés en 2023 concernent la création d'un espace intranet, l'avènement d'un nouveau logo et l'actualisation des statuts.

¹ La [loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice](#) a modifié l'[article 512 du code civil](#) relatif à la vérification des comptes de gestion des majeurs protégés en supprimant le contrôle de ces comptes par les directeurs des services de greffe judiciaires pour le remplacer,

- Soit par celui du subrogé tuteur, du co-tuteur, du tuteur adjoint ou du conseil de famille,
- **Soit par celui d'un professionnel qualifié** dont les modalités de désignation sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Ce décret devait être pris au plus tard le 31 décembre 2023.

Le total du bilan consolidé de l'exercice avant affectation du résultat est de **1 901 103.67€**.

Le résultat net comptable dégage un excédent de **92 777.86€** malgré 1 777.30€ de déficit généré par l'activité de la Vie associative, contre respectivement 33 872.80€ d'excédent dont 5 155.07€ d'excédent de la Vie associative en 2022.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et en application de l'arrêté du 15/12/2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les éléments de l'actif ont été évalués selon la méthode des coûts historiques.

Les modalités d'amortissements de l'actif immobilisé sont conformes à l'instruction comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux. Les biens sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.

Il n'existe aucun bien nécessitant l'application de la méthode par composant sur les actifs.

Depuis 2017, suite à la création d'un dossier comptable spécifique à la Vie associative.

La présentation des comptes fait l'objet d'une consolidation entre :

- le dossier comptable ATI MJPM
- le dossier comptable Vie associative.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Visé par CEGEF
RÉCHARD et ASSOCIÉS
Commissaires aux Comptes

3.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciel : 2 à 3 ans
- Aménagements, agencements et installations : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau : 2 à 10 ans
- Mobilier : 10 ans

La migration du système informatique a été l'occasion de toiletter la composition du patrimoine informatique de l'ATI 79. Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

3.1.1. Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	66 015,61	234,00	5 825,89	60 423,72
Immobilisations corporelles	570 759,66	57 097,62	183 802,70	444 054,58
Immobilisations financières	106 656,06	7,45	0,00	106 663,51
TOTAL	743 431,33	57 339,07	189 628,59	611 141,81

3.1.2. Amortissements d'actif

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	66 015,61	0,00	5 591,89	60 423,72
Immobilisations corporelles	432 392,58	14 792,22	155 755,54	291 429,26
TOTAL	498 408,19	14 792,22	161 347,43	351 852,98

3.1.3. Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortissement	Valeur Nette	Durée
Concessions, brevets, licences	60 423,72	60 423,72	0,00	2 ans
Matériels	5 472,98	3 149,24	2 323,74	5 ans
Installations générales, agencement	118 993,55	74 335,72	44 657,83	10 à 20 ans
Matériel de bureau et matériel info.	246 409,56	154 332,78	92 076,78	3 à 10 ans
Mobilier	73 178,49	59 611,52	13 566,97	10 ans
TOTAL	504 478,30	351 852,98	152 625,32	

3.2. Etat des créances

Les créances sont ventilées en catégories : échéance à moins d'un an et échéance à plus d'un an.

Etat des créances	Montant brut au 31/12/2023	Échéances	
		à 1 an au +	à + d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Aures immobilisations financières	106 663,51	106 663,51	0,00
Créances de l'actif circulant:			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	98 000,84	98 000,84	0,00
Personnel et comptes rattaches			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	9 755,83	9 755,83	0,00
TOTAL	9 755,83	9 755,83	0,00

4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1. Éléments en instance d'affectation

A la clôture du 31 décembre 2023, on note :

Que l'arrêté du 14 décembre 2023, a défini notre dotation comme suit :

- La dotation globale de financement, est de 3 177 024.65 euros ;
- Elle n'inclut pas de crédits non reconductibles ;
- Elle est composée de 105 641 euros de mesures nouvelles pérennes ;
- Elle est calculée en tenant compte de la reprise de l'excédent du résultat 2021 affecté au financement des mesures d'exploitation à hauteur de 32 233 euros ;

Le montant de la variation de la provision pour congés payés, non opposable au financeur, s'élève à 34 033.63€.

4.2. Fonds associatifs

4.2.1. Subvention d'investissement

Il n'y a eu aucune subvention d'investissement pour l'année 2023.

4.2.2. Provisions réglementées

Provisions réglementées	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provisions réglementées :				
Réserves des plus-values nettes d'actif circulant	126 729,66	8 531,11	0,00	135 260,77
TOTAL	126 729,66	8 531,11	0,00	135 260,77

Une dotation de 8 531.11 € a été inscrite en provision réglementée des réserves des plus-values nettes d'actif circulant (compte 14862) comme le prévoient les articles R. 314-81 et R. 314-95 du CASF. Elle est destinée à conserver le bénéfice des produits financiers.

4.2.3. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges et Fonds dédiés	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provision pour financ. de formation diverses	44 401,13			44 401,13
Autres provisions pour risques	31 084,23		20,74	31 063,49
Provision pour IFC	0,00			0,00
Fonds dédiés	0,00			0,00
TOTAL	75 485,36	0,00	20,74	75 464,62

Nous avons procédé à une reprise de provision de 20.74 euros pour couvrir la dépense d'amortissement de la cloison de l'accueil de Parthenay terminée en 12/2023.

AU 31/12/2023, le fond collectif d'IFC souscrit auprès d'Arial CNP Assurances pour l'intégralité de la masse salariale, s'élève à 138 837.28 euros.

4.3. Etat des dettes

Les dettes sont ventilées en 3 catégories : échéances à moins d'un an, échéance d'un à cinq ans et échéances à plus de 5 ans.

Etat des Dettes	Montant brut au 31/12/2023	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an	à + d'5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	94,54	94,54	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 830,88	192 830,88	0,00	0,00
Personnel et comptes rattachés	214 600,17	214 600,17	0,00	0,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	182 834,00	182 834,00	0,00	0,00
Etat et autres collectivités publiques	76 731,81	76 731,81	0,00	0,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	333,62	333,62	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	667 425,02	667 425,02	0,00	0,00

Le total des dettes s'élève à 667 425.02 € au 31/12/2023. On note un apurement normal des dettes en 2024.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1. Charges

CHARGES	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	VARIATION 2022/2023	
			Montant	Pourcentage
Charges d'exploitation	3 849 482,04	3 590 662,73	258 819,31	7,21%
Charges financières		1,13	-1,13	
Charges exceptionnelles	41 005,91	11 774,51	29 231,40	248,26%
Impôts sur les bénéfices	1 951,00	618,00	1 333,00	215,70%
TOTAL	3 892 438,95	3 603 056,37	289 382,58	8,03%

Toutes les dépenses ont augmenté entre 2022 et 2023 et les variations les plus significatives s'expliquent par :

Charges d'exploitation :

Comme pour l'exercice 2022, les dépenses des *postes Autres achats et charges externes* représentent à elles seules **159 056,49** euros. Toujours en cause le taux d'inflation bien supérieur au taux de reconduction des budgets alloués et aux excédents 2021 imputés au financement des dépenses d'exploitation.

Les dépenses de personnel ont elles aussi augmenté de **120 824,73** euros et cela s'explique par l'octroi de 1.5 postes supplémentaires par rapport à l'exercice 2022.

En référence à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, l'information du montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, n'est pas produite, car elle conduirait à produire celle d'une rémunération individuelle.

Charges exceptionnelles :

L'augmentation des dépenses exceptionnelles s'explique par la régularisation de la soulte de l'assurance Prévoyance au bénéfice d'une professionnelle en invalidité définitive, depuis plus de 2 ans. Soit un montant de **31 617** euros.

Impôt société :

La hausse du taux des intérêts des placements en compte d'épargne a mécaniquement augmenté la base de calcul de l'impôts société calculé sur ces intérêts.

5.2. Produits

PRODUITS	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	VARIATION 2022/2023	
			Montant	Pourcentage
Produits d'exploitation	3 928 517,06	3 607 664,54	320 852,52	8,89%
Produits financiers	10 482,11	3 669,69	6 812,42	185,64%
Produits exceptionnels	46 217,64	25 594,94	20 622,70	80,57%
TOTAL	3 985 216,81	3 636 929,17	348 287,64	9,58%

Comme pour les dépenses, l'augmentation des produits s'explique à 92.12% par la seule augmentation des produits d'exploitation.

Produits d'exploitation :

La DGF 2023 a été augmentée de mesures nouvelles pérennes à hauteur de :

54 607 euros pour financer les 1.5 créations de postes

41 154 euros pour contenir la hausse des prix (électricité, gaz, maintenances etc...)

9 880 euros pour financer la dématérialisation des procédures de télétransmission bancaire ainsi que les coûts de logiciels.

Concernant les frais de mesures, les règlements s'élèvent à 640 920.11 euros pour l'exercice 2023 contre 587 774.43 euros en 2022 soit une augmentation de **53 145.68** euros.

Les dons perçus s'élèvent à **1 778** euros et correspondent à l'abandon de remboursement d'indemnités kilométriques et de frais de déplacements de plusieurs membres du bureau du Conseil d'administration.

Produits financiers :

Ils sont en légère augmentation par rapport à 2022.

Produits exceptionnels :

L'augmentation correspond au financement de la revalorisation du point 2022 versée par l'Etat en 2023 alors qu'elle a été versée aux salariés en 2022 ; soit 43 477.16 de produits exceptionnels.

6. DETAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

6.1. Charges constatées d'avance

Ce compte présente un solde de 9 755.83 € à la clôture contre 12 834.86 € au 31/12/2022.

6.2. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Autres Créances	
Produits à recevoir	90 768,84
Produits à recevoir - Personnel et comptes rattachés	0,00
Produits à recevoir - Sécurité sociale et autres organismes	0,00
Produits à recevoir - Etat et autres collectivités publiques	7 232,00
TOTAL	98 000,84

Les produits à recevoir correspondent à :

- Le reliquat de DGF à la charge du département pour 4 999.89 euros
- la participation des majeurs au financement de leur mesure de protection pour un montant de 71 066.65 €;
- la prise en charge financière de l'OPCO des formations 2023 réalisées à hauteur de 12 953.56€;
- le remboursement d'un sinistre par l'assurance pour 1 378.74 euros ;
- 370 euros de sous-traitance pour le compte de l'UDAF.

6.3. Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	
Fourn. Biens et services	40 488,69
Fourn. Factures non parvenues	152 342,19
Fourn. d'immo Factures non parvenues	0,00
Dettes fiscales et sociales	
Personnel - Charges à payer	214 600,17
Organismes sociaux - Charges à payer	182 834,00
Etat - Charges à payer	76 731,81
Autres Charges à payer	333,62
TOTAL	667 330,48

Les charges à payer se soldent au cours du 1^{er} trimestre 2024.

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1. Contributions volontaires en nature

Evaluer le montant des contributions en nature contribue à donner une image fidèle des ressources nécessaires au fonctionnement de l'ATI 79 ou dit autrement, cela permet d'approcher plus justement le coût économique de l'activité de l'ATI 79.

« L'association est administrée par un Conseil d'Administration élu au scrutin secret parmi ses membres. » (Article 9 des statuts).

Les membres du Conseil d'Administration sont tous sans exception des administrateurs bénévoles.

« Le Conseil d'Administration se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins une fois par trimestre, sur convocation du Président, ou sur demande des deux tiers de ses membres. » (Article 10 des statuts).

Ainsi pour l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni 7 fois pour des séances qui ont duré en moyenne 2 heures.

Afin de valoriser quantitativement cette contribution en travail, nous avons retenu la valeur du SMIC horaire brut en vigueur à la date de la séance.

La contribution en travail, brute et non chargée pour 2023 s'élève donc à 1215.26 euros.

Dates	Nombre de membres présents	Temps de la réunion en heure	Valeur de l'heure de travail	Valeur de la contribution travail
16/04/2023	7	2	11,27	157,78
23/03/2023	7	2,5	11,27	197,23
26/04/2023	5	3	11,27	169,05
25/05/2023	7	2	11,52	161,28
02/10/2023	7	3	11,52	241,92
23/10/2023	6	2,5	11,52	172,80
11/12/2023	5	2	11,52	115,20
			TOTAL	1 215,26

7.2. Convention

L'association ATI 79 relève de la Convention Collective des Etablissements et Services pour Personnes Inadaptées et Handicapées du 15 mars 1966.